



NIGERIA

PLUS DE DEUX MILLIONS DE PERSONNES ONT ÉTÉ VICTIMES D'EXPULSIONS FORCÉES

Sur l'ensemble du territoire nigérian, plus de deux millions de personnes ont été expulsées de chez elles depuis le début du XXI^e siècle. La plupart d'entre elles étaient déjà marginalisées et beaucoup vivaient depuis des années sans avoir accès à une eau potable, à un système sanitaire correct, à des services de santé dignes de ce nom ou encore à l'enseignement. En 2006, le Nigeria a été désigné par le Centre sur les droits au logement et les expulsions, basé à Genève, comme étant l'un des trois pays où les autorités bafouent le plus les droits au logement.

Les expulsions se poursuivent dans tout le pays. Pour la seule capitale, Abuja, on estime à environ 800 000 le nombre de personnes qui ont été forcées de quitter leur domicile depuis 2003. De mai à juillet 2008, des expulsions ont eu lieu presque toutes les semaines à Lagos. Certains groupes ont connu à cette époque leur troisième déplacement forcé.

En avril 2005, les bulldozers ont rasé un ensemble d'habitations, d'églises et de centres médicaux de Makoko, un quartier de Lagos. Quelque 3 000 personnes se sont alors retrouvées à la rue. Selon leurs témoignages, elles n'avaient été ni prévenues ni consultées. On ne leur aurait proposé aucune solution de relogement satisfaisante. Certaines, dont des enfants, auraient été frappées et blessées par des responsables de l'application des lois ; d'autres ont perdu toutes leurs affaires, détruites par les forces de sécurité.

À Port-Harcourt, capitale de l'État de Rivers et ville la plus peuplée du delta du Niger, les pouvoirs publics procèdent à des expulsions massives le long des berges, alors que le gouvernement de l'État avait promis qu'aucune mesure de ce type n'aurait lieu. Des milliers de personnes risquent ainsi de se retrouver sans abri.

